

Institution de Comités d'usagers.

Lettre Présidence du Conseil à S.N.C.F.	8. 3.38			
Réponse de la S.N.C.F.	28. 4.38			
	C.D. 5. 7.38	53	XI	a
	C.A. 6. 7.38	44	IX	b
Lettre de la S.N.C.F. au M.T.P.	11. 7.38			(projet d'arrêté)
Arrêté du 4.8.38	J.O. 2.10.38			
Note Générale : Séries M - M.T. - V.B.	25. 4.39			

Représentation de la Poste dans les Comités d'usagers.

Lettre du M. des P.T.T. au M.T.P.	27. 5.39
Lettre du M.T.P. à la S.N.C.F.	5. 6.39
Réponse de la S.N.C.F.	19. 6.39

Suppression des Comités d'usagers

Arrêté	30. 9.40 (J.O. 31.10.40)
--------	--------------------------

COMITES D'USAGERS

Suppression

Arrêté 30. 9.40 (J.O. 31.10.40)

EXTRAIT DU JOURNAL OFFICIEL

du 31 octobre 1940

ARRETE du 30 septembre 1940 supprimant
les conférences d'usagers auprès de la Société Nationale
des Chemins de fer français.

Le Secrétaire d'Etat aux Communications,

Vu l'arrêté du 4 août 1938 instituant auprès de la Société Nationale des chemins de fer français des conférences d'usagers ;

Sur le rapport du Conseil d'Etat directeur général des transports,

Arrête :

ART. 1^{er}. - Les conférences d'usagers instituées auprès de la Société Nationale des chemins de fer français sont supprimées.

ART. 2. - Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel.

Fait à Vichy, le 30 septembre 1940.

Jean BERTHELOT.

COMITES D'USAGERS

Représentation de la Poste

Lettre du M. P.T.T. au M.T.P.	27. 5.39
Lettre du M.T.P. à la S.N.C.F.	5. 6.39
Réponse de la S.N.C.F.	19. 6.39

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

D 908-2

COPIE

19 juin 1939

Monsieur le Ministre,

Par votre dépêche, 6ème Bureau du 5 juin, vous m'avez adressé copie d'une lettre de M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones signalant l'intérêt qu'il y aurait à ce que les Directeurs Départementaux des P.T.T. puissent assister aux réunions des Conférences Trimestrielles d'usagers.

J'ai l'honneur de vous faire connaître que la représentation à ces Conférences des divers organismes et catégories d'usagers est fixée par la loi du 22 juin 1931, complétant l'article 62 de la loi du 13 juillet 1911, qui a institué les Conférences d'usagers sur l'ancien Réseau de l'Etat. Or, la représentation de l'Administration des P.T.T. à ces Conférences n'est pas prévue par les textes légaux.

Il n'est donc pas possible dans l'état actuel des choses de donner satisfaction à la demande de M. le Ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones.

Il convient d'ailleurs de remarquer que la représentation de l'Administration des P.T.T. aux Conférences d'usagers, dont le but est d'examiner des questions purement locales, ne paraît pas nécessaire. L'Administration des P.T.T. est représentée aux réunions des Offices des Transports où sont traitées les questions de modifications d'horaires qui l'intéressent.

Je vous renouvelle, Monsieur le Ministre, l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président du Conseil d'Administration,
signé : GUINAND.

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
Direction Générale des Chemins de fer
et des Transports,
244, Boulevard Saint-Germain - PARIS -

Ministère des
Travaux Publics

République Française

Direction Générale
des Chemins de fer
et des Transports

Paris, le 5 juin 1939

6ème Bureau

Le Ministre,

à Monsieur le Président du Conseil
d'Administration de la Société Nationale
des Chemins de fer

J'ai l'honneur de vous adresser, ci-joint, copie
d'une lettre en date du 27 mai 1939 de M. le Ministre des
P.T. T. demandant que soit examinée la possibilité de prévoir
la présence à toutes les conférences d'usagers du Directeur
des P.T.T. du département intéressé.

Je vous prie de vouloir bien me faire connaître la
suite dont cette requête vous aura paru susceptible.

Pour le Ministre et par autorisation,
Pour le Conseiller d'Etat,
Directeur Général des Chemins de fer et
des Transports,

Le Directeur-Adjoint,

Signé: MORONI

1102
Ministère des Postes,
Télégraphes et Téléphones

Direction de l'Exploitation
Postale

1er Bureau

174 A

Conférences trimestrielles
du rail au siège de chaque
arrondissement d'exploita-
tion de la S.N.C.F.

Représentation de l'Adminis-
tration des Postes

République Française

Paris, le 27 mai 1939
(20 avenue de Ségur, 7ème)

Le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones

à Monsieur le Ministre des Travaux Publics
Direction des chemins de fer et des routes
3ème Bureau - PARIS 7ème -

J'apprends par une information de presse que la Société Nationale des Chemins de fer se propose d'organiser prochainement dans chaque arrondissement d'exploitation des conférences trimestrielles où les principaux usagers du rail seront appelés à collaborer avec la S.N.C.F. en vue de l'amélioration des services de voyageurs et de marchandises.

La poste qui est un usager important des chemins de fer est intéressée au plus haut point par cette question. En vue de pouvoir assurer l'important service public dont elle a la charge, il importe, en effet, que les horaires des lignes exploitées par la S.N.C.F. permettent l'utilisation des trains à des heures compatibles avec les exigences du service.

Or, il est à craindre que, dans les conférences qui ont été envisagées, les usagers, à l'occasion des vœux qu'ils émettront, ne tiennent pas suffisamment compte des besoins postaux ou bien que, mal informés des conditions d'acheminement des correspondances ils préconisent des mesures allant à l'encontre de leur intérêt, telle que la suppression de ~~trains~~ trains matinaux dont l'utilité pour la poste est primordiale.

Je n'en citerai que l'exemple tout récent des modifications apportées le 15 mai dans les relations postales entre Rouen et Elbeuf, qui ont eu pour effet de soulever des protestations violentes de la Chambre de Commerce d'Elbeuf et des groupements commerciaux intéressés.

C'est pourquoi, j'ai l'honneur de vous demander de vouloir bien examiner la possibilité de prévoir la présence

....

à toutes les conférences d'usagers, organisées par la S.N.C.F., du Directeur des P.T.T. du département intéressé afin que ce fonctionnaire puisse participer utilement à l'établissement des horaires et exprimer le point de vue de mon département.

Je vous serais reconnaissant de me tenir informé des instructions que vous aurez jugé utile de donner au sujet de cette affaire.

Pour le Ministre des Postes, Télégraphes
et Téléphones,

Le Directeur de l'Exploitation Postale

signé :

COMITE D'USAGERS

Institution

Lettre du Pt du Conseil à la S.N.C.F.	8.	3.38
Réponse de la S.N.C.F.	28.	4.38
C.D.	5.	7.38
C.A.	6.	7.38
IX b	44	
XI a	53	
Lettre S.N.C.F. au M.T.F.	11.	7.38
Arrêté	4.	8.38 (J.O. 2.10.38)
Avis gl Série M - M.T - V.B.	25.	4.39

**SOCIÉTÉ
NATIONALE**
des
**CHEMINS DE FER
FRANÇAIS**

M

NOTE GÉNÉRALE

SÉRIE M. - Affaires Générales N° 5-A5

SÉRIE M.T. - Affaires Générales N° 1-A1

SÉRIE V.B. - Affaires Générales N° 3-A2

Paris, le 25 avril 1939.

Col.

Nm.
11

CONFÉRENCES TRIMESTRIELLES D'USAGERS

Article 1. — Généralités.

Un arrêté ministériel du 4 août 1938 a institué auprès de la Société Nationale des Chemins de fer des Conférences trimestrielles d'usagers.

Chacune de ces Conférences a pour circonscription un Arrondissement de l'Exploitation de la S. N. C. F. Leur fonctionnement est assuré conformément aux dispositions ci-après.

Article 2. — Objet des Conférences.

Ces Conférences ont pour objet d'établir des rapports étroits et suivis entre la S. N. C. F. et sa clientèle en vue d'une collaboration pour l'amélioration du service aussi bien en ce qui concerne le transport des voyageurs que celui des marchandises. Elles s'occupent principalement de questions d'horaires, de service dans les gares et dans les trains, d'aménagement des installations servant au public, etc...

Les questions purement commerciales, et notamment les questions tarifaires, en particulier, relèvent normalement de l'examen des Chambres de Commerce et des Offices de Transports et ne doivent pas, en conséquence, figurer à l'Ordre du Jour des Conférences d'usagers.

Article 3. — Composition des Conférences.

« Tout Département, ou toute fraction de Département faisant partie d'un Arrondissement de Chemin de fer est de droit représenté par :

« Un membre du Conseil Général,

« Un membre de chacune des Chambres de Commerce de l'Arrondissement (les Chambres de Commerce dont la circonscription est représentée par un département tout entier étant représentées par deux délégués, le second n'ayant le droit de vote qu'en l'absence du premier),

« Un membre de la Chambre d'Agriculture du Département,

« Un représentant des Associations Agricoles du Département,

NOTA. — L'arrêté du 4 août 1938 instituant des Conférences d'Usagers auprès de la S. N. C. F. prévoit que « leur fonctionnement sera assuré conformément aux dispositions antérieurement prévues par les lois et arrêtés instituant et réglementant les Conférences d'Usagers sur le Réseau de l'Etat ». En conséquence, les parties de textes imprimées entre guillemets sont, à quelques modifications de forme près, des textes légaux tenant compte de l'extension à l'ensemble de la S. N. C. F. des dispositions antérieurement en vigueur sur le Réseau de l'Etat.

- « Un représentant des Chambres d'Industrie Thermale du Département,
- « Un abonné,
- « Un représentant de Commerce,
- « Ces deux derniers membres devant avoir leur résidence dans la circonscription qu'ils sont appelés à représenter.
- « Chacune des Fédérations régionales de Syndicats d'Initiative officiellement reconnus
- « ayant au moins un Syndicat d'Initiative dans l'Arrondissement de Chemin de fer considéré,
- « est représenté par un membre.
- « En outre, assistent à chaque Conférence trois représentants du personnel, choisis parmi
- « les délégués régionaux statutaires en fonction dans l'Arrondissement, à raison d'un pour chacun
- « des Services de l'Exploitation, du Matériel et de la Traction, de la Voie et des Bâtiments et
- « de la Construction des lignes nouvelles. »

Les Conférences de chaque Arrondissement ferroviaire sont présidées par le Chef de service local de l'Exploitation.

Les Chefs de service locaux de la Voie et de la Traction assistent également aux réunions ou s'y font représenter par leur adjoint.

L'Ingénieur du Contrôle Technique (ou son délégué) assiste à titre d'observateur aux réunions des Arrondissements ferroviaires de son ressort.

Article 4. — Choix des candidats-délégués et présentation des listes de candidats.

« La désignation des divers membres de ces Conférences est effectuée par le Ministre et sur la proposition du Président du Conseil d'administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

« Perd de plein droit sa qualité de représentant quiconque cesse de remplir le mandat ou d'exercer la profession à raison de laquelle il a été choisi. »

Les candidats à proposer sont choisis par les Chefs d'Arrondissement. Ceux-ci tiennent compte des demandes de candidature qui leur parviennent et consultent, le cas échéant, les organismes que le candidat est appelé à représenter : Chambres de Commerce, Chambres d'Agriculture, Fédérations de Syndicats d'Initiative, etc...

Les Préfets des Départements intéressés sont consultés pour le choix du représentant du Conseil Général.

Les Chefs d'Arrondissement font parvenir leurs propositions à leur Service Régional qui les transmet au Service Central du Mouvement. Ce dernier les soumet à M. le Président du Conseil d'Administration.

Lors du renouvellement des mandats, les propositions de candidats doivent parvenir au Service Central du Mouvement au plus tard un mois avant l'expiration des mandats.

Article 5. — Durée du mandat des délégués. — Nomination de délégués de remplacement.

« La désignation est faite pour trois ans et peut être renouvelée. »

Lorsque, pour une raison quelconque, un siège de délégué est devenu vacant, le remplaçant est nommé pour la durée des fonctions que le titulaire avait encore à remplir. »

Lorsqu'un siège de délégué devient vacant en cours d'exercice, le Chef d'Arrondissement propose sans délai un candidat de remplacement.

Le Service Central du Mouvement reçoit ces candidatures de remplacement, les groupe et les soumet périodiquement (au début des mois de juin et de décembre) à M. le Président du Conseil d'Administration en vue de leur approbation par le Ministre des Travaux publics.

Article 6. — Dates de convocation des Conférences.

Les Conférences se réunissent en principe aux époques suivantes

Premier trimestre :

entre le 15 janvier et le 15 février;

— Objet principal : Examen des projets de changement de service du mois de mai suivant.

Deuxième trimestre :

entre le 15 mai et le 15 juin ;

— Objet principal : Observations au sujet du changement de service effectué au mois de mai.

Troisième trimestre :

dans la deuxième quinzaine du mois de juillet ;

— Objet principal : Suggestions pour le changement de service du mois d'octobre suivant.

Quatrième trimestre :

dans le courant du mois de novembre ;

— Objet principal : Observations au sujet du changement de service effectué au mois d'octobre et indications sur les grandes lignes du service au 15 mai suivant.

Les Chefs d'Arrondissement d'Exploitation, présidents des Conférences, fixent, au moins trois semaines à l'avance, la date de la réunion et en précisent le lieu.

Ils convoquent les délégués, ainsi que l'Ingénieur du Contrôle Technique intéressé.

Lorsque dans deux Arrondissements ferroviaires voisins, englobant chacun une fraction d'un même Département, la représentation d'une même catégorie d'usagers ou d'un même organisme est assurée par le même délégué, les Chefs de ces deux Arrondissements s'entendent pour fixer les dates de réunion de leurs Conférences respectives.

Article 7. — Questions mises à l'Ordre du Jour.

Chaque délégué peut demander l'inscription à l'Ordre du Jour de toute question susceptible d'être examinée en Conférence. Le texte des questions doit parvenir au Président au plus tard quinze jours avant chaque réunion.

Le Président fait parvenir aux divers membres avant chaque séance, l'Ordre du Jour des questions à examiner.

Article 8. — Discussion de l'Ordre du Jour. Vote.

« L'Ordre du Jour de ces Conférences trimestrielles comporte :

« 1^o L'exposé des propositions et vœux formulés par les divers membres conférents ;

« 2^o La discussion de ces propositions et vœux ;

« 3^o Le vote sur ces propositions et vœux.

« Les Chefs de service ne prennent pas part au vote. »

Les propositions et vœux sont adoptés à la majorité des voix des délégués présents.

Un délégué absent ne peut pas se faire remplacer pour le vote.

L'Ingénieur du Contrôle Technique de l'Etat, qui assiste aux réunions en observateur, ne prend pas part au vote.

Article 9. — Etablissement d'un procès-verbal.

« Procès-verbal est dressé de chacune des réunions et, après signature du Président et du Secrétaire de la séance, envoyé dans les quinze jours au Directeur, soit avec l'avis des Chefs de service, soit avec la décision qu'ils auront prise dans la limite de leur compétence. »

Les Régions adressent au Service Central du Mouvement un exemplaire des procès-verbaux des réunions des Conférences trimestrielles d'usagers et saisissent, le cas échéant, les Services centraux des questions d'ordre général soulevées aux Conférences.

Les délégués qui ont été empêchés d'assister à une réunion peuvent recevoir, sur demande écrite adressée au Président, un exemplaire du procès-verbal.

Un exemplaire du procès-verbal est envoyé, par les soins du Président, à l'Office des transports intéressé.

Article 10. — Facilités de circulation accordées aux délégués.

Il est accordé à chaque délégué et pour chaque réunion un permis de circulation gratuit pour le voyage entre la gare desservant le domicile du délégué intéressé et celle du siège de l'Arrondissement d'Exploitation où se réunit la Conférence.

A cet effet, les Régions sont pourvues par les soins du Secrétaire Général de carnets de permis spéciaux.

La période de validité des permis délivrés au titre de délégué est limitée à la veille, au jour et au lendemain de la date des réunions, dans le but d'empêcher qu'un délégué n'assiste pas à la réunion n'utilisant le permis pour un voyage d'intérêt personnel. En aucun cas, cette durée de validité ne peut être modifiée.

Article 11. — Particularités concernant la Sous-Direction de Strasbourg de la Région de l'Est (lignes de l'ancien Réseau A. L.).

Sur l'ancien Réseau A. L. fonctionnaient des « Conférences du Graphique » (une pour chacun des Départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin), qui se réunissaient une fois par an pour la discussion et la mise au point des horaires projetés pour le changement de service du 15 mai.

La représentation des usagers à ces Conférences du Graphique était partiellement différente de celle prévue pour les Conférences trimestrielles d'usagers.

Pour tenir compte de cette situation, ceux des délégués aux anciennes Conférences du Graphique non désignés comme délégués aux Conférences trimestrielles d'usagers sont admis, à titre exceptionnel, aux Conférences du premier trimestre de chaque année. Ces représentants supplémentaires sont désignés annuellement par les organismes intéressés. Ils sont convoqués directement par les soins des Chefs d'Arrondissement d'Exploitation après entente avec les Préfets des Départements intéressés. Ils siègent dans les mêmes conditions que les délégués ordinaires désignés pour les Conférences trimestrielles d'usagers.

R. LE BESNERAIS
Le Directeur Général,

LOIS ET DECRETS (P. 11500)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

ARRÊTÉ du 4 août 1938 instituant des conférences d'usagers auprès de la S.N.C.F.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Conférences d'usagers auprès de la société nationale des chemins de fer français.

Le ministre des travaux publics,
Vu l'article 62 de la loi du 13 juillet 1911;
Vu la loi du 22 juin 1931;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 août 1912, 7 mars 1913, 22 mars 1922, 7 août 1931 et 11 janvier 1936;

Sur la proposition du président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français et sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur général des chemins de fer et des transports,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès de la Société nationale des chemins de fer français des conférences d'usagers dont le fonctionnement sera assuré conformément aux dispositions antérieurement prévues par les lois et arrêtés instituant et réglementant les conférences d'usagers sur le réseau de l'Etat.

Art. 2. — La désignation des divers membres de ces conférences sera effectuée par le ministre et sur la proposition du président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français.

Fait à Paris, le 4 août 1938.

L.-O. FROSSARD.

LOIS ET DECRETS (P. 11500)

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS

arrêté du 4 août 1938 instituant des conférences d'usagers auprès de la S.N.C.F.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Conférences d'usagers auprès de la société nationale des chemins de fer français.

Le ministre des travaux publics,

Vu l'article 62 de la loi du 13 juillet 1911;

Vu la loi du 22 juin 1931;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 août 1912, 7 mars 1913, 22 mars 1922, 7 août 1931 et 11 janvier 1936;

Sur la proposition du président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français et sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur général des chemins de fer et des transports,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès de la Société nationale des chemins de fer français des conférences d'usagers dont le fonctionnement sera assuré conformément aux dispositions antérieurement prévues par les lois et arrêtés instituant et réglementant les conférences d'usagers sur le réseau de l'Etat.

Art. 2. — La désignation des divers membres de ces conférences sera effectuée par le ministre et sur la proposition du président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français.

Fait à Paris, le 4 août 1938.

L.-O. PROSSARD.

LOIS ET DECRETS (P. 11500)

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Arrêté du 4 août 1938 instituant des conférences d'usagers auprès de la S.N.C.F.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Conférences d'usagers auprès de la société nationale des chemins de fer français.

Le ministre des travaux publics,

Vu l'article 62 de la loi du 13 juillet 1911;

Vu la loi du 22 juin 1931;

Vu l'arrêté du 16 octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 août 1912, 7 mars 1913, 22 mars 1922, 7 août 1931 et 11 janvier 1936;

Sur la proposition du président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français et sur le rapport du conseiller d'Etat, directeur général des chemins de fer et des transports,

Arrête:

Art. 1^{er}. — Il est institué auprès de la Société nationale des chemins de fer français des conférences d'usagers dont le fonctionnement sera assuré conformément aux dispositions antérieurement prévues par les lois et arrêtés instituant et réglementant les conférences d'usagers sur le réseau de l'Etat.

Art. 2. — La désignation des divers membres de ces conférences sera effectuée par le ministre et sur la proposition du président du conseil d'administration de la Société nationale des chemins de fer français.

Fait à Paris, le 4 août 1938.

L.-O. FROSSARD.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS.

3

Paris le 11 Juillet 1938.

Monsieur le Ministre,

La Société Nationale des Chemins de fer est désireuse d'étendre à tout son territoire le régime des conférences d'usagers instituées par l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911 complétée par la loi du 22 Juin 1931 et réglementée par les arrêts ministériels des 16 Octobre 1911, 20 Août 1912, 7 Mars 1913, 22 Mars 1922, 7 Août 1931 et du 11 Janvier 1936, fonctionnant actuellement sur la Région de l'Ouest (ancien Réseau de l'Etat). Ce régime a donné des résultats intéressants permettant au Chemin de fer de mieux connaître les besoins des usagers et d'établir avec eux des relations plus intimes et plus coordonnées.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint un projet d'arrêté étendant à la Société Nationale des Chemins de fer français les dispositions des lois et arrêtés déjà applicables à l'ancien Réseau de l'Etat.

En ce qui concerne la désignation que vous aurez à faire des personnalités qui devront prendre part à ces Conférences trimestrielles, nous vous ferons des propositions en temps opportun et quand votre accord nous sera parvenu.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement

Le Président du
Conseil d'Administration
Signé : GUINAND

Monsieur le Ministre des Travaux Publics,
Direction Générale des Chemins de fer et
des Transports.
244, Bd Saint-Germain, PARIS.

PROJET

A R R E T E .

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

- Vu l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911;
- Vu la loi du 22 Juin 1931;
- Vu l'arrêté du 16 Octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 Août 1912, 7 Mars 1913. 22 Mars 1922, 7 Août 1931 et 11 Janvier 1936;
- Sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer français et sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur Général des Chemins de fer et des Routes ;

ARRETE :

Article premier

Il est institué auprès de la Société Nationale des Chemins de fer français des conférences d'usagers dont le fonctionnement sera assuré conformément aux dispositions antérieurement prévues par les lois et arrêtés instituant et réglementant les Conférences d'usagers sur le Réseau de l'Etat.

Article 2

La désignation des divers membres de ces Conférences sera effectuée par le Ministre sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer français.

SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
88, RUE SAINT-LAZARE . PARIS IX . TÉL. TRINITÉ 73-00

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL^{adj}
DU
CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le

6 juillet 1938

Monsieur le Secrétaire de la Direction Générale

Je vous serais reconnaissant de me
faire parvenir la nouvelle rédaction, arrê-
tée ce matin, de l'arrêté proposé au Ministre
en ce qui concerne les conférences trimes-
trielles d'usagers.

*Cher Monsieur
Ci-joint l'exemplaire
demandé.*

Clément

*S. S. V.
[Signature]*

PROJET

ARRETE

*Tout copier par
le service du 6 juillet 1938
R*

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

- Vu l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911 ;
- Vu la loi du 22 Juin 1931 ;
- Vu l'arrêté du 16 Octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 Août 1912, 7 Mars 1913, 23 Mars 1922, 7 Août 1931 et 11 Janvier 1936 ;
- Sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français et sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur Général des Chemins de fer et des Routes ;

ARRETE :

Article Premier

Il est institué, auprès de la SNCF, des conférences d'usagers dont le fonctionnement sera assuré conformément aux dispositions des lois et arrêtés ci-dessus, instituant et aux dispositions antérieurement prises par la

Les dispositions des lois et arrêtés ci-dessus, instituant et réglementant les Conférences d'usagers sur le Réseau de l'Etat, sont applicables à la Société Nationale des Chemins de fer.

Article 2

La désignation des divers membres de ces Conférences sera effectuée par le Ministre sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

6 juillet 1938

Question IX . Questions diverses

6) Conférences d'usagers p 44

b7 Conférences d'usagers.

M. LE PRESIDENT rappelle que, dans les propositions que la S.N.C.F. a adressées au Ministère des Travaux Publics pour l'application de l'art.16 de la Convention du 31 août 1937, elle avait envisagé, pour intensifier et coordonner les relations qu'elle entretient avec le public, de généraliser les conférences trimestrielles d'arrondissement instituées sur l'ancien Réseau de l'Etat par la loi du 13 juillet 1911. Il estime - d'après les comptes rendus des séances des conférences de la Région Ouest qu'il a eues entre les mains- que cette institution peut rendre de très grands services, notamment pour la conciliation des intérêts locaux. Aussi propose-t-il de saisir le Ministre des Travaux Publics d'un projet d'arrêté tendant à généraliser ces conférences d'usagers. Il demande si quelqu'un a des observations à présenter.

Personne n'ayant d'observation à présenter, M. LE PRESIDENT demande à M.le COMMISSAIRE DU GOUVERNEMENT de bien vouloir suivre de près cette question.

CONSEIL D'ADMINISTRATION

du 6 juillet 1938

-:-:-:-:-

Questions diverses

- Adoption du système en vigueur sur le Réseau de l'Etat en ce qui concerne les Comités d'Usagers.

Note remise à M. le Président GUINAND
et à M.M. LE BESNERAIS, SURLEAU, FILIPPI.

En vue de la séance
du Conseil d'Administration
du 6 juillet 1938

(Question en dehors de
l'Ordre du Jour)

Monsieur le Ministre,

La Société Nationale des Chemins de fer est désireuse d'étendre à tout son territoire le régime des conférences d'usagers instituées par l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911 complétée par la loi du 22 Juin 1931 et réglementé par les arrêts ministériels des 16 Octobre 1911, 20 Août 1912, 7 Mars 1913, 22 Mars 1922, 7 Août 1931 et du 11 Janvier 1936, fonctionnant actuellement sur la Région de l'Ouest (ancien Réseau de l'Etat). Ce régime a donné des résultats intéressants permettant au Chemin de fer de mieux connaître les besoins des usagers et d'établir avec eux des relations plus intimes et plus coordonnées.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint un projet d'arrêté étendant à la Société Nationale des Chemins de fer Français les dispositions des lois et arrêtés déjà applicables à l'ancien Réseau de l'Etat.

En ce qui concerne la désignation que vous aurez à faire des personnalités qui devront prendre part à ces Conférences trimestrielles, nous vous ferons des propositions en temps opportun et quand votre accord nous sera parvenu.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Ministre
des Travaux Publics
(Direction Générale des Chemins
de fer et des Transports)
244, Boulevard Saint-Germain - PARIS -

PROJET

A R R E T E

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

- Vu l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911 ;
- Vu la loi du 22 Juin 1931 ;
- Vu l'arrêté du 16 Octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 Août 1912, 7 Mars 1913, 23 Mars 1922, 7 Août 1931 et 11 Janvier 1936 ;
- Sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français et sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur Général des Chemins de fer et des Routes ;

ARRETE :

Article Premier

Intérieur

~~Les dispositions~~ des lois et arrêtés ci-dessus, instituant et réglementant les Conférences d'usagers sur le Réseau de l'Etat sont applicables à la Société Nationale des Chemins de fer.

Article 2

La désignation des divers membres de ces Conférences sera effectuée par le Ministre sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

P. V. cont.

a) Adoption du système en vigueur sur le Réseau de l'Etat en ce qui concerne les Conférences d'usagers.

Le Comité décide de demander au Conseil d'Administration d'approuver un projet d'arrêté, qui serait soumis au Ministre des Travaux Publics, tendant à étendre à la Société Nationale les dispositions des lois et arrêtés déjà applicables à l'ancien Réseau de l'Etat, en ce qui concerne les Conférences d'usagers.

Steno
révisé
et corrigé
p 53

M. LE PRESIDENT. - Vous avez remarqué que, dans le programme envoyé au Ministre des Travaux Publics par application de l'article 16, nous avons envisagé la possibilité d'établir une liaison plus intime entre les usagers ~~xx~~ et la Société Nationale. Le Directeur Général propose donc, sous réserve de votre accord et de celui du Conseil d'Administration, de généraliser le système qui était en vigueur sur le Réseau de l'Etat en ce qui concerne les Comités d'Usagers.

M. LE BESNERAIS. - Je vous propose d'étendre purement et simplement à tout le territoire de la Société Nationale le tel qu'il fonctionne actuellement dans la Région de l'Ouest régime des conférences d'usagers. Tous les trois mois, une conférence composée, notamment, de représentants du chemin de fer, du Conseil Général, des voyageurs de commerce, du personnel, se réunirait au siège de chaque arrondissement de l'exploitation : soit, en tout, une quarantaine de commissions pour l'ensemble de la Société Nationale. Chacun des intéressés y apportera ses suggestions et ses doléances.

Les discussions ne portent évidemment que sur des points de détail : on nous demandera, par exemple, de déplacer de quelques minutes un train, de le faire arrêter sur un quai différent, de créer des cartes d'abonnement hebdomadaires, de

mettre des bancs à la Gare du Nord, etc... Ce ne sont que des détails qui semblent insignifiants, mais qui, au point de vue du public, présentent un intérêt réel.

Ces commissions ~~xxxxxxxx~~ assureront ainsi une liaison entre le service d'exploitation et le public et permettront de résoudre à l'amiable certaines difficultés.

M. LE PRESIDENT. - J'ai lu les Procès-Verbaux des Conférences qui se sont tenues sur le Réseau de l'Etat. Je les ai trouvés très intéressants. Je me suis rendu compte qu'elles permettent de résoudre aisément un certain nombre de questions secondaires.

M. DEVINAT. - Je trouve qu'il n'est pas nécessaire d'avoir 40 Commissions : un nombre moindre serait suffisant.

M. LE BESNERAIS. - Ce chiffre correspond au nombre des arrondissements ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ d'exploitation.

M. LE PRESIDENT. - On peut estimer également que des réunions semestrielles suffiraient, alors qu'elles sont trimestrielles dans la Région de l'Ouest.

M. LE BESNERAIS. - Je crains que ^{ces} ~~xxxxxxxx~~ modifications ne risquent d'en entraîner d'autres. J'avais ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ tout d'abord envisagé une refonte complète du régime de ces Conférences : j'y ai ensuite renoncé, dans la crainte de leur voir donner ^{caractère} ~~un~~ ~~xxx~~ nouveau.

Je crois qu'en fait, le nombre de 40 peut être maintenu, ainsi que le caractère trimestriel.

M. DEVINAT. - Quelle sera la dépense pour la Société Nationale?

M. LE BESNERAIS. - Il n'y aura ^{aucune} ~~xxxxxxxx~~ dépense, si ce n'est celle des permis donnés aux membres de ces Conférences pour venir aux réunions?

M. LE PRESIDENT. - Il n'y a pas d'observation ? La proposition est approuvée. Elle sera soumise demain au Conseil

PROJET

A R R E T E

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

- Vu l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911 ;
- Vu la loi du 22 Juin 1931 ;
- Vu l'arrêté du 16 Octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 Août 1912, 7 Mars 1913, 23 Mars 1922, 7 Août 1931 et 11 Janvier 1936 ;
- Sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français et sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur Général des Chemins de fer et des Routes ;

ARRETE :

Article Premier

Il est institué, auprès de la SNCF, des conférences d'usagers dont le fonctionnement sera assuré conformément aux dispositions des lois et arrêtés ci-dessus, instituant et aux dispositions antérieurement prises par la
~~Les dispositions des lois et arrêtés ci-dessus, instituant et~~
réglementant les Conférences d'usagers sur le Réseau de l'Etat.
~~sont applicables à la Société Nationale des Chemins de fer.~~

Article 2

La désignation des divers membres de ces Conférences sera effectuée par le Ministre sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

COMITE DE DIRECTION

du 5 juillet 1938

---:---:---:---:---

Questions diverses

- Adoption du système en vigueur sur
le Réseau de l'Etat en ce qui con-
cerne les Comités d'usagers.

Note remise à M. le Président GUINAND
et à MM. LE BESNERAIS, SURLÉAU, FILIPPI.

1102

503

Monsieur le Ministre,

La Société Nationale des Chemins de fer est désireuse d'étendre à tout son territoire le régime des conférences d'usagers instituées par l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911 complétée par la loi du 22 Juin 1931 et réglementé par les arrêtés ministériels des 16 Octobre 1911, 20 Août 1912, 7 Mars 1913, 22 Mars 1922, 7 Août 1931 et du 11 Janvier 1936, fonctionnant actuellement sur la Région de l'Ouest (ancien Réseau de l'Etat). Ce régime a donné des résultats intéressants permettant au Chemin de fer de mieux connaître les besoins des usagers et d'établir avec eux des relations plus intimes et plus coordonnées.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-joint un projet d'arrêté étendant à la Société Nationale des Chemins de fer Français les dispositions des lois et arrêtés déjà applicables à l'ancien Réseau de l'Etat.

En ce qui concerne la désignation que vous aurez à faire des personnalités qui devront prendre part à ces Conférences trimestrielles, nous vous ferons des propositions en temps opportun et quand votre accord nous sera parvenu.

J'ai l'honneur, Monsieur le Ministre, de vous renouveler l'assurance de mon très respectueux dévouement.

Le Président
du Conseil d'Administration,

Monsieur le Ministre
des Travaux Publics
(Direction Générale des Chemins
de fer et des Transports)
244, Boulevard Saint-Germain - PARIS -

PROJET

A R R E T E

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

- Vu l'article 62 de la loi du 13 Juillet 1911 ;
- Vu la loi du 22 Juin 1931 ;
- Vu l'arrêté du 16 Octobre 1911, modifié par les arrêtés des 20 Août 1912, 7 Mars 1913, 23 Mars 1922, 7 Août 1931 et 11 Janvier 1936 ;
- Sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français et sur le rapport du Conseiller d'Etat, Directeur Général des Chemins de fer et des Routes ;

ARRETE :

Article Premier

Les dispositions des lois et arrêtés ci-dessus, instituant et réglementant les Conférences d'usagers sur le Réseau de l'Etat sont applicables à la Société Nationale des Chemins de fer.

Article 2

La désignation des divers membres de ces Conférences sera effectuée par le Ministre sur la proposition du Président du Conseil d'Administration de la Société Nationale des Chemins de fer Français.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

LE PRESIDENT
DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

28 avril 1938.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 8 mars, par laquelle vous m'adressez quelques suggestions qui seraient de nature à dissiper les inquiétudes que la réorganisation des Chemins de fer avait suscitées dans les départements recouverts.

En ce qui concerne tout d'abord le Comité Consultatif dont vous proposez la création, cette mesure est subordonnée à la décision qui sera prise sur la matière pour l'ensemble du territoire. Je ne puis préjuger actuellement des décisions qui seront adoptées définitivement par le Conseil d'Administration de la S.N.C.F. sur ce point, mais j'ai tout lieu de croire que des Comités Consultatifs d'usagers seront prochainement institués dans les départements recouverts comme dans les autres départements du territoire.

Dès que la composition et les attributions de ces Comités seront déterminées, je ne manquerai pas d'entrer en relations avec vos Services et de prendre leur avis sur le choix des personnalités qui pourraient figurer dans ces Comités.

En ce qui concerne, d'autre part, la passation de commandes aussi nombreuses que possible dans les Etablissements de la Région, je vous confirme que des instructions sont données pour maintenir à l'industrie des trois départements recouverts le même volume d'affaires que celui qui lui était réservé autrefois.

Monsieur le Président du Conseil,
(Direction Générale des Services d'Alsace et de Lorraine)

.....

Je suis heureux, à cette occasion, de vous confirmer que la S.N.C.F. a adressé des propositions à M. le Ministre des Travaux Publics pour passer commande d'un certain nombre d'automotrices aux Etablissements BUGATTI et DIETRICH.

Pour ce qui est plus particulièrement des commandes d'imprimés, il n'est pas possible de confier l'intégralité des commandes intéressant l'ancien Réseau d'Alsace et de Lorraine à l'industrie locale; beaucoup de ces imprimés font, en effet, l'objet de tirages uniques pour l'ensemble des Régions. Mais, ici encore, sans chercher à spécialiser l'industrie régionale à la fourniture des imprimés nécessaires à la Sous-Direction de STRASBOURG, il est possible de lui maintenir un volume d'affaires comparable à celui qu'elle avait autrefois. Des instructions très nettes ont été données dans ce sens à notre Service des Approvisionnements.

Je suis persuadé, Monsieur le Président, que ces renseignements complémentaires seront de nature à dissiper les inquiétudes manifestées à l'origine et dont aucune des mesures prises jusqu'ici par la Société Nationale n'a pu confirmer le bien-fondé.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mon respectueux dévouement.

Signé : GUINAND.

PRESIDENCE DU CONSEIL

DIRECTION GENERALE DES SERVICES
D'ALSACE ET DE LORRAINE.

REPUBLIQUE FRANCAISE

Service Central

Paris, le 8 mars 1938.

2ème Bureau

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous faire savoir que j'ai pris connaissance de la lettre que vous m'avez adressée à la date du 22 janvier 1938 et je tiens, en vous remerciant des renseignements que vous m'avez fournis, à vous assurer de mon entier accord tant sur vos arguments que sur vos conclusions.

Je crois devoir néanmoins vous faire connaître que ce document, s'il a été accueilli d'une façon générale avec satisfaction par l'opinion publique des départements recouvrés, n'a pas tout à fait dissipé les inquiétudes qui continuent à se faire jour dans la presse et parmi certains organismes économiques de la région.

Pour apaiser certaines appréhensions dont l'écho m'est parvenu, il me paraît donc utile de mettre à exécution le plus tôt possible certains des projets dont vous m'avez entretenu dans votre lettre susvisée.

C'est ainsi que la constitution du Comité consultatif dont vous aviez fait pressentir la création devrait être envisagée et réalisée, dans le plus bref délai possible.

Cet organisme pourrait à mon avis comprendre une vingtaine de personnalités, dont je suis tout disposé à vous soumettre la liste.

Une autre mesure me paraît de nature à produire un excellent effet. Ce serait la passation de commandes aussi nombreuses que possible aux établissements de la région qui souvent luttent avec des difficultés aggravées encore par la proximité de la frontière.

Monsieur le Président,
de la Société Nationale des
chemins de fer français.-

.....

A cet égard, je dois vous remercier des décisions que vous avez bien voulu déjà prendre en faveur de certains de ceux-ci et notamment des établissements BUGATTI à qui des commandes d'automotrices ont pu être confiées. Mais je me permets de vous signaler l'heureux effet qu'aurait certainement sur l'attitude de la presse alsacienne et lorraine le fait que vous réserviez autant que faire se pourrait, à l'industrie locale, des commandes d'imprimés destinés à l'ancien réseau A.L.

Je vous serais obligé de vouloir bien examiner mes suggestions et il me serait agréable d'apprendre qu'il vous a été possible de les accueillir favorablement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour le Président du Conseil
et par délégation
Le Conseiller d'Etat
Directeur Général des Services
d'Alsace et de Lorraine

signé : VALOT.